



CHREDO

Coordination Chrétienne d'Orient en Danger

Eastern Christians Coordination

التنسيقية الفرنسية لمسيحي المشرق

Le 27 avril 2016

Rapport de la mission CHREDO (16 au 21 avril 2016) d'évaluation de la situation des chrétiens et des risques sécuritaires en Syrie, en Irak et au Liban

Par Patrick Karam,
Président de la Coordination des Chrétiens d'Orient en Danger

La Coordination des Chrétiens d'Orient en Danger (CHREDO) s'est rendu en avril en Irak, en Syrie et au Liban pour une mission d'étude et d'évaluation de la situation des Chrétiens d'Orient et du risque de leur disparition sur les terres qu'ils occupent depuis deux millénaires. Cette mission a mis **en lumière les risques sécuritaires majeurs pour les pays de la zone, pour la France et aussi pour l'Europe.**

Avec une trentaine de participants, dont sept parlementaires français (députés et sénateurs PS et LR) et européens ainsi que des ONG caritatives, des institutions et des religieux, ce déplacement organisé par la CHREDO a permis de rencontrer au plus haut niveau tous les acteurs gouvernementaux, politiques, sécuritaires, religieux, mais aussi les réfugiés ainsi que les ONG locales.

Il s'agissait de la plus importante délégation qui s'est rendu dans la région, et pour la première fois, cette mission, qui a permis de donner une vision globale de la situation, a concerné les trois pays les plus exposés et a rencontré au plus haut niveau tous les acteurs politiques, sécuritaires, religieux, mais aussi les réfugiés ainsi que les ONG locales. En Syrie, la CHREDO n'a pas eu de rencontre politique.

Les objectifs de la CHREDO étaient multiples et notamment:

- Faire un état des lieux sur la situation des chrétiens, de leur sécurité, de leurs biens et de leurs lieux de culte, notamment de leur patrimoine historique.
- Récupérer des témoignages pour nourrir la plainte pour génocide et crimes contre l'humanité déposée contre DAESH par la CHREDO devant la Cour Pénale Internationale et contre les djihadistes français devant le procureur général de Paris.
- Evaluer les dangers sécuritaires et le risque migratoire pour la région et pour l'Europe

I- Situation des pays et des réfugiés

Une première remarque :

Les pressions exercées contre les chrétiens orientaux en raison de leur religion ont varié suivant les pays, les régimes et les moments.

Dans tous ces pays, la coexistence avec les populations musulmanes s'est faite de manière plutôt harmonieuse si on a une lecture historique linéaire, avec quelques aléas suivant les périodes.

Avant les crises récentes, au Liban, en Irak, en Jordanie et en Syrie, les chrétiens ne subissaient pas de pressions, ni d'intimidations d'ordre religieux de la part des régimes ou des gouvernements en place. Il y a aujourd'hui une régression globale, tant en Irak, que dans une partie de la Syrie.

Il faut également remarquer que d'autres minorités sont plus persécutées que les chrétiens qui appartiennent à une des religions du Livre, c'est le cas de la communauté Yeizidie en Irak.

Une deuxième remarque :

Les Chrétiens ne veulent pas vivre dans les camps de réfugiés, ils sont aidés par les réseaux de parents ou de religieux. La raison tient plutôt à des facteurs psychologiques de dignité revendiquée.

Nous n'avons pas eu de témoignages recoupés et vérifiés qu'ils étaient victimes de pression des musulmans dans les camps, comme cela a pu être dit, sans nécessairement que ces phénomènes n'aient pas pu exister ou n'existent pas.

1°) En Irak : vers la fin de la présence chrétienne ?

En Irak, les statistiques de **1977 comptabilisaient 2 millions et 48 000 chrétiens**. Ils ne sont plus que 1,250 millions en 1987. De nombreux départs de chrétiens sont intervenus après la première guerre du golfe, surtout dans le nord irakien. Après l'intervention américaine de 2003, leur nombre est passé à 700 000, soit 3% de la population irakienne (350 000 chrétiens ont immigré vers la Syrie et la Jordanie avant de repartir vers les Amériques).

Avant la prise de Mossoul, leur nombre était évalué à 400 000 à 500 000 tout au plus. Aujourd'hui, ils seraient **entre 350 000 à 450 000 chrétiens, dont 50 000 à 100 000 à Bagdad et au sud et 300 000 à 350 000 au Kurdistan dont 100 000 déplacés récents**.

S'agissant du Kurdistan irabien, il gère seul, sans aucune aide du gouvernement central, entre 1,5 millions et 1,8 millions de déplacés/réfugiés sur un territoire qui comptait à l'origine 6 millions d'habitants, surtout Kurdes.

La situation des chrétiens est variable ; elle dépend de l'antériorité de leur présence.

Les Chrétiens, qui habitaient à l'origine la région kurde, peuvent travailler et ne subissent pas de pression particulière. Leur liberté de culte est respectée au Kurdistan. Le gouvernement kurde a autorisé la construction d'églises et les croix sont visibles. Selon nos informations, bien qu'ils vivent en relative sécurité, une partie de la population chrétienne souhaite migrer pour des raisons économiques et parfois sécuritaires.

Les réfugiés/déplacés, ceux qui ont fui Bagdad ou encore la plaine de Ninive, sont certes en sécurité, mais ils vivent en situation précaire. Ils peuvent pratiquer leur culte en toute liberté. Mais leur situation reste difficile. Comme tous les autres réfugiés/déplacés venant d'autres régions d'Irak, ils ne peuvent pas travailler. Ils doivent également avoir un titre de séjour.

Ces déplacés (réfugiés) disent tous que ce n'est plus leur pays, qu'ils n'ont plus confiance. Au moins les trois quarts veulent partir. Des parents qui ont la quarantaine disent que pour eux leur vie est finie mais qu'ils veulent partir pour l'avenir de leurs enfants.

Ils ont tous exprimé le souhait de partir en Europe, au Canada, aux Etats-Unis. Ils sont informés des négociations de l'Europe et de la Turquie et ont compris qu'il s'agissait d'une opportunité pour rejoindre l'Europe. Des réseaux de passeurs tentent d'organiser leur départ et pour la première fois il y a eu des morts résultant de passages par mer.

C'est à peu près le même phénomène avec les Yeizidis. Certains sont partis mais seule une minorité veut désormais revenir sur ses terres d'origine.

Il y a des camps chrétiens et des camps yeizidis. La cohabitation dans les mêmes camps est rare mais elle peut exister comme dans le camp Amal, à Erbil, un bâtiment de 5 étages, en béton brut, où des réfugiés chrétiens cohabitent en bonne intelligence avec les chrétiens.

2°) En Syrie

En Syrie, les chrétiens constituaient 32% de la population au début du 20^{ème} siècle. En 1980, leur proportion est divisée par deux, passant à 16.5%. Avant la crise actuelle, on estimait qu'ils représentaient entre 8 et 10% de la population (20 à 22 millions), soit environ 1,8 millions à 2 millions de chrétiens.

Environ 450 000 Chrétiens ont été forcés de quitter leurs maisons, pour fuir la mort, les enlèvements et les tentatives de conversion forcée. Il est impossible de connaître la répartition entre l'exil intérieur : à Tartous, Lattaquié, la vallée des chrétiens et la région de Damas d'une part et d'autre part l'exil extérieur : au Liban, en Jordanie, en Europe ou ailleurs. Ils paient aussi leur soutien supposé au régime syrien.

a) Perception du régime syrien et des islamistes :

Ce qui frappe en discutant avec tous les interlocuteurs religieux chrétiens rencontrés en Syrie (Damas, Maaloula, responsables chrétiens de Kamichli, responsable religieux arménien de Alep) et au Liban (Beyrouth, Zahlé...), les patriarches, les évêques, les prêtres des différents rites aussi bien les syriens, que les libanais ainsi que les réfugiés ou les déplacés chrétiens arabes ou arméniens, en Syrie ou au Liban, tous soutiennent le régime syrien qu'ils jugent seul capable d'arrêter les islamistes et de les protéger. Tous disent que la popularité de Bachar Al-Assad a considérablement augmenté avec la crise. Et ils critiquent l'Occident, l'Europe et la France qui font preuve, selon eux, d'aveuglement.

Et si certains reconnaissent le caractère autoritaire du régime, tout en mettant en avant que la répression politique était plus sévère à l'époque de Hafez el-Assad, tous expliquent que la liberté religieuse qui existait en Syrie permettait aux Chrétiens de pratiquer leur rite en toute liberté et qu'ils ne subissaient aucune restriction liée au religieux contrairement à d'autres pays arabes. Ils disent que le statut de la femme était évolué, que des conversions étaient possibles et que chacun pouvait vivre suivant sa religion ou sa culture.

Selon le nonce apostolique en Syrie ainsi que les patriarches et les responsables religieux, si la première année de crise pouvait s'apparenter à une guerre civile, la situation a changé dès la deuxième année, avec l'arrivée de combattants étrangers qui considèrent les chrétiens en pays islamiques comme des Kofars (mécraants) qu'il faut détruire. Selon eux, aujourd'hui, ce n'est pas une guerre civile, mais une guerre internationale qui se joue par pions interposés. Le nonce apostolique appelle l'occident à mieux se renseigner sur la Syrie pour éviter des prises de positions politiques qui ne correspondent pas à la réalité du terrain et il ajoute : « lorsqu'on veut tuer un serpent, il enterre sa tête et sacrifie son corps pour se sauver. L'occident aurait dû veiller à ne pas avoir une posture irréaliste qui bloque toute évolution. ».

Tout en reconnaissant que tous les habitants syriens paient le plus lourd tribut à la guerre, tous disent que les Chrétiens sont les plus vulnérables et subissent les plus lourdes pertes car ils ont choisi de ne pas être armés et ils paient également le soutien supposé au régime.

Selon nos nombreux interlocuteurs rencontrés en Syrie et au Liban :

- **Ce n'est pas seulement DAESH qui réprime les Chrétiens, mais aussi toutes les fractions islamistes armées** dont Jabat Al-Nosra, Jumd Al Cham (soit disant modéré et soutenu par l'Arabie Saoudite), jaych al islam, jumd al islam (soldat de l'islam)...

- Dans plusieurs régions, différents mouvements islamistes pouvaient coordonner leurs forces pour programmer des attaques, ce fut le cas à Maaloula aux côtés de Al Nosra.

- Au début 2012, l'ASL (Armée de la Syrie Libre) aussi pouvait joindre ses forces aux islamistes qui attaquaient les positions où habitaient les Chrétiens. L'ASL a pu kidnapper des pro-régimes, dont des chrétiens et les vendre à Jabat al-Nosra (dans la région d'Idleb, au nord-ouest de la Syrie).

- Les groupes de combattants pouvaient changer d'appellation au gré des opportunités et passer de factions islamistes en factions islamistes. Dans certains territoires, les habitants ont d'ailleurs du mal à distinguer les factions islamistes.

- Au delà des différences selon les individus, certains islamistes étant des psychopathes, d'autres plus « humains », il existe une différence suivant les mouvements, exp : ceux qui ont des combattants étrangers sont plus violents et impitoyables avec les Chrétiens ou le reste de la population que ceux qui comportent majoritairement ou essentiellement les Syriens qui ont vécu avec les chrétiens (Al-Nosra)

b) Revue de détail de la situation des chrétiens dans certaines villes où ils résident

- **Kessab** : les combattants de Al Nosra et d'autres composantes ont traversé la frontière turque pour lancer une offensive sur la ville chrétienne arménienne de Kessab (entre Alep et la frontière turque) aidés par les canons de l'armée turque qui tiraient sur les positions de l'armée syrienne, selon les témoignages (pasteur Haroutume Sélimian). Les habitants ont pu fuir et certains de ceux qui sont restés ont été assassinés.

- **Kamichli**, (région nord est de la Syrie) : la plus ancienne communauté chrétienne en Syrie vit avec les musulmans sunnites et les kurdes. Depuis plusieurs années, les chrétiens subissent une pression des kurdes pour les inciter à partir. Depuis la crise, la pression kurde contre les Chrétiens s'est accentuée. Ils profitent de l'isolement de cette région encerclée par DAESH et coupée du reste de la Syrie. Depuis 2014, les Kurdes ont créé une milice d'auto-défense face à DAESH, aidée par des chrétiens et des musulmans de la région. En 2015, cette milice a annoncé son intention de créer un territoire autonome kurde et a imposé un système administratif kurde parallèle (éducatif, économique, militaire, langue kurde obligatoire même dans les écoles chrétiennes...). (il y a une division de l'armée syrienne en périphérie de la ville). Et les chrétiens sont enrôlés de force dans leurs

rangs, ce qui a provoqué un exode des jeunes chrétiens. En décembre 2015, des attentats meurtriers ont été commis contre des chrétiens dans une cafétéria à Kamichli, suivis quelques semaines plus tard d'autres attentats dans les quartiers chrétiens. Tout est fait pour terroriser les chrétiens et les inciter à quitter leurs maisons. Les communautés chrétiennes ont installé des points de contrôle afin de se protéger et ces points ont été attaqués et démantelés par les milices kurdes. Par ailleurs, ces milices qui refusent la présence de l'Etat syrien viennent d'attaquer le 20 avril 2016 les points de contrôle de la défense locale formée par toutes les communautés de la région et ils sont entrés dans les quartiers chrétiens avec les armes lourdes. (témoignages d'habitants)

- **Alep** : depuis 2013, dans la ville s'affrontent armée syrienne et plusieurs fractions armées, dont Jabat Al Nosra et DAESH. Les quartiers chrétiens au cœur de la ville (cote de divers rites, dont les arméniens rescapés du génocide) subissent des bombardements et attaques directes qui ont causé la fuite d'une grande partie de la communauté chrétienne. D'après l'évêque d'Alep rapporté par le nonce apostolique, 2/3 ont quitté la ville.

- **Les villages chrétiens du nord de Lattaquié** ont été attaqués par des mouvements islamistes armés (Al -Nosra) provoquant le départ de la majorité de la population. Les personnes âgées qui sont restées vivent depuis sous l'autorité de ces islamistes qui appliquent la charia. Il existe 3 paroisses tenues par des prêtres dominicains. Les croix des églises ont été enlevées, une interdiction de prier a été édictée, les sorties et les échanges ont été limités et une taxe de protection, la Jezzia, réservée aux Chrétiens (indemnisation de leur protection) a été imposée.

3°) Au Liban

Il y a au Liban, 1,4 millions de réfugiés syriens, (soit le tiers de la population libanaise) dont 58 000 clandestins non-inscrits.

Les réfugiés doivent s'enregistrer et payer tous les semestres une taxe. Ils ne peuvent pas travailler. Les réfugiés syriens sont éparpillés dans les villes et les villages sur tout le territoire libanais et habitent des appartements inoccupés, écoles, couvents... à l'exception du nord-est de la Bekaa dans le district de Eرسال, où se concentrent 110 000 réfugiés, dont de nombreux islamistes. Les Chrétiens constitueraient 10% des réfugiés (soit 150 000 réfugiés).

Il y a 60 000 naissances de syriens au Liban contre 45 000 pour les Libanais, ce qui pose le problème du déséquilibre démographique entre chrétiens et musulmans, entre sunnites et chiites. Mais aussi entre libanais et syriens : il y aurait 1 élèves libanais contre 3 élèves syriens dans les écoles.

L'Etat syrien ne reconnaît pas la présence des réfugiés sur le sol libanais et considère que les Syriens y vivent de manière irrégulière. Ils ne se sont pas enregistrés et outre le problème de leur réintégration

en Syrie, les enfants sont aujourd'hui, en droit, des apatrides, n'ayant ni nationalité syrienne, ni nationalité libanaise.

De nombreux responsables libanais, aussi bien les responsables politiques, que les responsables religieux qui aident et accueillent les réfugiés, plaident pour que les réfugiés syriens rentrent en Syrie. Ils demandent une aide internationale pour rapatrier les réfugiés syriens dans les zones syriennes sécurisées et refusent le concept de « retour volontaire » que veut imposer au Liban la communauté internationale.

4°) Un retour difficile en raison de la trahison des voisins, de destruction des villages et de la perte des maisons et des biens

Les Yeizidis (réfugiés, la députée Vian Dakhil) et les Chrétiens, en Irak (de Karakosh et de Mossoul) et en Syrie (le prêtre Toufic de Maaloula, les habitants de Maaloula, les réfugiés à Zahlé..), disent qu'ils ont été dénoncés par certains voisins musulmans sunnites car les agresseurs ne pouvaient pas les identifier sans leurs aides. Même si beaucoup de réfugiés disent aussi qu'ils ont été protégés par d'autres musulmans, la trahison de proches rend difficile leur retour dans leurs maisons. **Ils ne s'imaginent pas revenir et revivre à côté de voisins qui les ont trahis.**

Par ailleurs, les maisons et les villages sont endommagés, voire détruits.

Dans la région du Mont Shingal libérée en décembre 2014 et la ville martyre des yeizidis, Sinjar, reprise le 13 novembre 2015 par les forces kurdes, 90% des maisons Yeizidis ont été détruites.

Et même lorsque les territoires sont libérés et sécurisés, comme en Syrie, il est difficile de revenir. Ainsi à Maaloula libérée le 14 avril 2014, **depuis deux ans**, seule la moitié des habitants est revenue.

Les gens n'ont aucune aide pour reconstruire dans leurs villes d'origine. C'est le cas pour les villages ou les villes occupés et libérés mais c'est aussi le cas pour des lieux qui ont été bombardés mais n'ont pas été occupés.

Ceux qui vivent en dehors de la Syrie bénéficient de soutien mais pas ceux qui veulent trouver une aide pour rester sur place, se nourrir ou reconstruire.

Si on veut maintenir les habitants sur place, l'aide internationale doit aussi pouvoir les concerner dans les villes et villages d'origine où ils vivent.

Tous les responsables politiques et religieux nous ont alerté sur l'exode des cerveaux et de la jeunesse qui appauvrissent les pays d'origine et les laissent exsangues de leur élite. Le nonce

apostolique en Syrie, indique que la moitié des médecins a quitté le pays et que la Syrie perd sa matière grise au point de ne plus pouvoir dépanner un ordinateur.

Ils demandent à l'Occident de faire preuve de responsabilité et de ne pas favoriser le départ des habitants de ces pays et de s'abstenir de toute communication qui pourrait être interprétée comme un appel d'air par des personnes qui veulent fuir la guerre et la misère et n'hésitent pas à mettre leur vie en péril entre les mains de réseaux mafieux de passeurs. Nos interlocuteurs font remarquer que ces pays qui seraient vidés de leurs élites et de leurs jeunesse pourraient devenir de véritable poudrière.

5°) génocide et crimes contre l'humanité

La députée Yézidie dont l'appel déchirant pour alerter le parlement irakien en août 2014 du génocide de sa communauté avait ému la communauté internationale a indiqué que 3500 esclaves sexuels ont été libérées lors des combats par les combattants kurdes, se sont évadées ou ont été achetées en échange de fortes sommes d'argent payées à des passeurs par la région autonome ou par des riches hommes d'affaires. Il reste encore selon elle 3500 femmes esclaves sexuels entre les mains de DAESH. Les filles entre 11 et 17 ans, sont les plus chères dès lors qu'elles sont encore vierges. (Leur rachat est un dilemme car il conduit à soutenir DAESH, encourager les enlèvements, et faire monter les prix)

Il y a un millier d'enfants Yezidis qui sont entraînés par DAESH et qui subissent un lavage de cerveau.

Les responsables kurdes signalent qu'après la libération de la ville de Shingal le 13 novembre 2016, près de 1600 corps ont été découverts dans 20 charniers. D'autres charniers existeraient.

II- La question sécuritaire

1°) Au Liban

Il y aurait au Liban, 1,5 Millions de réfugiés syriens. Le ministre libanais des affaires étrangères comme d'ailleurs d'autres responsables politiques indiquent que cela pose un vrai problème de sécurité pour le Liban, que la situation est explosive et pourrait avoir des conséquences graves sur la stabilité du pays. Le ministre libanais indique : « Ils constituent une bombe à retardement et on ne sait pas quand ils seront activés. D'autant que tous les réfugiés hommes ont fait le service militaire : 2 ans et demi et 2 ans pour les universitaires (soit 450 000 personnes) »

Les responsables politiques font d'ailleurs remarquer que si le Liban devait suivre l'exemple turc concernant les réfugiés, cela risquerait d'aggraver encore la situation de l'Europe, y compris sur le plan sécuritaire.

Dans la région de Ersal au Liban, il y a 110 000 réfugiés syriens. Pendant l'attaque contre les soldats libanais en 2013, plusieurs centaines de réfugiés venant de plusieurs camps se sont mêlés aux assaillants islamistes (17 factions islamistes, selon les parents des soldats enlevés mais essentiellement DAESH et AL NOSRA). Ils étaient armés et rejoignaient des parents qui composaient les mouvements islamistes pour attaquer les soldats. Ils sont aujourd'hui dans des camps encerclés par l'armée qui tentent d'empêcher leur sortie, mais l'armée n'ose pas entrer de peur de déclencher un bain de sang. Des armes circulent donc dans les camps.

Les militaires enlevés par Al Nosra ont été libérés grâce à des intermédiaires du Qatar, ce qui montre l'influence de ce pays sur cette mouvance. En revanche, DAESH garde toujours en otage les soldats libanais.

Tant au parlement libanais qu'auprès des ministres libanais, on avance qu'une menace importante pour le Liban provient de la radicalisation dans les camps palestiniens.

Les politiques, les militaires, comme les services de sécurité libanais remarquent que la sociologie des réfugiés dans les camps reflète les lignes de fractures partisans en Syrie, des pro et des anti régimes syriens, des islamistes... et pointent le risque d'une coordination entre les réfugiés et les islamistes de l'extérieur en cas de conflit.

L'élection du président libanais

Tous les interlocuteurs libanais ont abordé la question de la nécessité de l'élection du président libanais, tout en se rejetant la responsabilité de la vacance de pouvoir institutionnelle.

Le premier ministre indique que la responsabilité de la vacance de pouvoir résulte de la division entre chrétiens.

Le ministre des affaires étrangères (aouniste) comme Michel Aoun ou d'autres responsables religieux et politiques imputent le blocage aux conséquences du conflit régional et pointent la responsabilité des puissances régionales, l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Il y a une entente entre le mouvement RPL de Michel Aoun et les FL de Sair Geagea, ce qui représente plus de 85% de la représentativité des chrétiens, pour soutenir la candidature de Aoun.

Le mouvement Kateeb dirigé par Samy Gémayel indique quant à lui qu'il souhaite certes un président fort mais qui soit neutre par rapport à l'Arabie Saoudite ou à l'Iran (ce qui écarte le général Aoun). Il souhaite une action politique occidentale pour empêcher une guerre sunnite/chiite dont les conséquences seraient néfastes pour le Liban.

L'élection d'un président maronite fort est importante :

- pour les chrétiens, car il pourra faire valoir les intérêts des chrétiens et l'égalité des droits face aux autres communautés, selon la constitution et le pacte national qui répartit le pouvoir entre les communautés.

- pour le Liban : Une trop longue vacance de pouvoir dévalorise la fonction et paralyse les institutions.

- Pour les chrétiens de la région, la présence d'un président chrétien fort ne peut que renforcer leur confiance en l'avenir et leur détermination à demeurer sur leurs terres.

- pour la région car le Liban est le seul pays du monde arabe à avoir un président chrétien. C'est un symbole important et un message pour les autres pays, qu'un chrétien peut diriger un pays arabe et musulman.

2°) Au Kurdistan

Le président Barzani prévient que l'Irak pourrait demander son indépendance (Cela a été confirmé par les parlementaires, dont le vice-président du parlement), notamment car la région délaissée par Bagdad qui ne lui reverse rien et notamment pas les revenus liés à la vente de pétrole. Par ailleurs, le pouvoir de Barzani est contesté par le président du parlement allié aux islamistes kurdes et qui ne peut plus revenir à Erbil. Cette double incertitude pose plusieurs questions et d'abord celle de l'unité de lutte contre DAESH et ensuite celle de l'affrontement interkurdes ou encore entre les kurdes et le pouvoir central.

Les autorités kurdes disent également que les aides militaires ou humanitaires internationales qui passent par Bagdad sont bloquées ou freinées. Ils indiquent qu'ils ont 200 000 combattants contre 40 000 pour les islamistes de DAESH et qu'ils ont les moyens militaires de reprendre Mossoul aux islamistes. Mais qu'ils ne le feront pas en raison des risques de guerre civile avec les sunnites. Ils souhaitent que ce soit les forces américaines qui entrent dans Mossoul. Le président Massoud Barzani refuse l'intervention militaire à Mossoul des milices chiites qui combattent aux côtés de l'armée irakienne.

Le président Barzani exige avant d'envoyer ses combattants libérer Mossoul qui est la capitale de la province de Ninive où vivent la majorité des chrétiens et des Yeizidis du pays, une entente préalable entre les forces en présence sur l'avenir de Mossoul.

Or ses forces sont indispensables sur le terrain : l'armée irakienne aidée par les milices chiites avait échoué à libérer le mont Shingal et la ville yeizidis et ce sont les combattants kurdes qui ont réussi en décembre 2014 et le 13 novembre 2015.

Le Kurdistan irakien a par ailleurs 1050 km de frontière avec DAESH

Les Kurdes ont des visées sur les territoires libérés. Ainsi le gouvernement kurde entend faire du territoire disputé avec le gouvernement de Bagdad, de Shingal (les yeizidis sont kurdophones) sa 5ème province avec celles d'Erbil, Duhok, Souleymaniyeh, et Halabja, (4ème province depuis 2015). La question de ses prétentions territoriales sur Kirkouk reste également entière.

3°) Pour l'Europe et la France

- **S'agissant de l'Europe et de la France**, de nombreux responsables politiques mettent en garde les pays d'accueil et indiquent que les réfugiés qui arrivent en masse, avec des cultures, des mentalités, des parcours complètement différents, ne pourront pas être intégrés et déstabiliseront les pays d'accueil.

Plusieurs responsables indiquent également que cela peut aussi avoir des conséquences pour l'Europe et la France car les risques d'infiltrations sont réels, ils existent et se poursuivront à grande échelle. Et avec cela des attentats à grande échelle. Selon tous les Libanais, le pire est à venir pour l'Europe et la France.

Il y aurait entre 3000 et 4000 terroristes de DAESH en Lybie formés et prêts à passer en Europe pour commettre des attentats. La prochaine cible pourrait être l'Italie, et le Vatican.

Il y a régulièrement des arrestations de terroristes potentiels au Liban mais les responsables pointent l'absence de concertation et de coopération entre les services syriens et les services français qui ont de graves conséquences sur la sécurité des Français. Certains attentats auraient pu être évités, et d'autres attentats ne le seront pas dans le futur car il n'y a pas de coopération directe entre les services de renseignements des deux pays. La France tente de s'appuyer sur les services libanais et russes pour jouer les intermédiaires avec les services syriens mais cela pose un double souci, celui de la fiabilité des sources car les russes peuvent ne pas tout transcrire en raison des difficultés entre les deux pays liés à la situation en Crimée et d'autre part de la rétention d'information des syriens, faute d'une vraie coopération.